

# Bujumbura en mode zéro "déchets"



Certains espaces publics, en particulier ceux qui ont été visités par les autorités pendant la campagne zéro déchet, deviennent de plus en plus propres. Dans l'ensemble, la situation s'améliore par rapport à la période qui a précédé les campagnes zéro déchet initiée par les différentes hautes autorités du pays.

EDITION SPECIALE



Gestion des eaux usées

Quand la gestion des eaux usées demeure un casse-tête (page 3)

EDITION SPECIALE



Collecte des déchets ménagers

Muha : Des roses et des épines dans la collecte des déchets... (page 6)

EDITION SPECIALE



Campagne Zéro déchets

Une ville propre à tout prix (page 9)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial Une opportunité d'affaires



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

La problématique de gestion des déchets municipaux refait surface. Les autorités sont à pied d'œuvre pour assainir la ville de Bujumbura. La campagne zéro déchet bat son plein. Notre édition spéciale

revient sur l'impact des mesures prises pour rendre la capitale économique plus propre que jamais. Les grands axes de la capitale économique se dotent de nouvelles colonnes de fleurs, histoire d'attirer les touristes. Cependant, dans les quartiers, la collecte et la gestion des déchets laissent à désirer. Les sociétés en charge de la salubrité brillent par leur inefficacité. Pire encore, la ville ne dispose pas de décharge publique en bonne et due forme. Ce qui fait que les déchets constituent un grand problème en amont comme en aval.

La technique de tri sélectif n'est pas en usage au Burundi. Les ménages mélangent toutes sortes de déchets dans un seul et même sac poubelle. Les ordures

ménagères contiennent un amalgame de produits nocifs dont les batteries et les piles hors d'usage, les médicaments périmés, les résidus des cosmétiques... Les ordures ménagères sont chargées de métaux lourds nocifs à la santé et à l'écosystème aquatique. Ces produits toxiques s'infiltrent dans le sol et finissent leur course dans le lac Tanganyika.

Dans l'entretemps, la pollution industrielle qui nous tue à petit feu ne préoccupe personne. Il importe de signaler que les effets indirects de la pollution industrielle sur la santé humaine ne sont plus à démontrer. Les polluants se concentrent dans les organismes vivants tout au long de la chaîne alimentaire. En cas d'ingestion alimentaire, les

substances nocives notamment les nitrosamines cancérigènes attaquent notre système digestif.

La sensibilisation et la mise en place des politiques adaptées en matière d'assainissement s'imposent. Actuellement, les garagistes déversent une partie des huiles à même sol ou directement dans les égouts. Dans les deux cas, les huiles de moteur finissent leur course dans le lac. La gestion des déchets plastiques reste problématique malgré la mise en place des restrictions sur l'utilisation des sacs en plastique.

Le pays devrait s'inspirer de l'exemple des autres pays champions en matière de gestion des déchets. Ces derniers ne sont pas du tout une fatalité,

mais plutôt une opportunité d'affaires. Notre pays a tellement besoin d'énergie, de la fumure, etc. Pourtant, le recyclage des déchets peut se révéler une solution durable et efficace à certains défis. L'Ethiopie s'est dotée d'une usine de recyclage des déchets en énergie, de même que la Suède. A travers l'incinération des déchets, on produit l'énergie sous forme d'électricité, de biogaz ou de digestat et pourquoi pas de charbon. Les déchets constituent une manne sous d'autres cieux. Il suffit d'avoir de bonnes idées pour les exploiter. Les études montrent que l'incinération d'une tonne de déchets peut produire jusqu'à 700 kWh d'électricité ou 1 500 kWh de chaleur.

### EDITION SPECIALE

## Décharge de Buterere : entre la misère et la survie

Certaines personnes dont les enfants fouillent la décharge de Buterere pour trouver des objets à vendre et quelque chose à manger. A cause de la pauvreté, elles n'ont plus peur d'attraper des maladies liées à la saleté.

Nous sommes jeudi le 4 avril 2024 à midi pile. Nous arrivons à la décharge de Mubone située à Buterere (mairie de Bujumbura). Les camions qui collectent les déchets dans différents quartiers de la ville de Bujumbura arrivent un à un. Les ouvriers ont hâte de les décharger. Malheureusement, ils n'ont aucun kit de protection malgré qu'ils travaillent dans des saletés qui dégagent des odeurs nauséabondes. De l'autre côté, une centaine de personnes (hommes, femmes et enfants) sont en train de fouiller dans les ordures dans l'espoir d'y trouver quelque chose à manger ou à vendre.

Des vendeurs sont aussi présents sur les lieux. Par ailleurs, nous avons appris que la décharge de Buterere a été baptisée « Isoko mpuzamakungu » (marché international, ndlr). Pourquoi ? Parce que les personnes qui y passent des journées entières affirment qu'elles peuvent y trouver n'importe quel objet qu'on peut imaginer. Des femmes et des enfants étalent des marchandises ou font le commerce ambulancier en proposant des beignets, des samboussa, des boissons alcoolisées, etc. Leurs



A cause de la pauvreté, certaines personnes fouillent la décharge de Buterere pour trouver de quoi manger.

clients sont des individus qui y « travaillent » à longueur de journées. Malgré les odeurs plus ou moins insupportables qu'ils dégagent, personne ne se soucie du danger sanitaire que présentent les déchets de différentes sortes.

### Des témoignages malheureux

Un jeune homme rencontré sur les lieux affirme que lui et ses confrères n'ont pas à faire. Au lieu de mourir de faim, ils préfèrent venir fouiller dans les déchets les objets à vendre et les aliments à consommer pour survivre. Il ajoute : « Nous n'avons pas peur d'attraper des maladies. Quand on n'a rien, on doit être prêt à toute éventualité ». Il demande à l'Etat de trouver un travail décent pour tout ce monde qui passe des journées entières à la décharge de

Buterere. Ces personnes sont là parce qu'elles n'ont pas de choix.

« Je fouille dans les déchets presque tous les jours dans l'espoir de trouver des objets métalliques, des plastiques, des pommes de terre... à vendre. En conséquence, je peux gagner 1000 FBu par jour », affirme Meltus Niyonkuru, 15 ans. Il avoue qu'il s'est retrouvé dans cette situation après avoir abandonné l'école. Malgré tout, il veut regagner le banc de l'école mais, malheureusement, sa famille est pauvre. Elle ne peut pas assurer sa scolarité.

Elvis Nizigiyimana est un jeune qui vend des beignets à la décharge de Buterere. Il affirme que ses clients sont des personnes qui passent la grande partie de leur journée à cet endroit. « Certaines personnes

sont sans abris et passent la nuit dans la décharge ou dorment dans des camions qui transportent les déchets qui ne sont pas en ville »,

indique M. Nizigiyimana. Selon lui, de toute façon, la vie dans cet endroit n'est pas facile. Il n'est pas rare de passer une nuit sans manger malgré qu'on a passé une journée entière à fouiller dans les déchets. Qu'à cela ne tienne ! Au moins les enfants qui s'y trouvent méritent de retourner sur le banc de l'école, d'avoir une maison où dormir et de quoi mettre sous la dent. Pourquoi ? Parce que les enfants se retrouvent dans cette situation à cause de la pauvreté qui sévit dans leurs familles.

Blaise, 16 ans, affirme qu'il a abandonné l'école à cause de la faim et de la pauvreté qui assaillent sa famille. Depuis cinq ans, sa vie quotidienne se résume à la recherche des objets métalliques du charbon de bois dans le dépotoir pour gagner de l'argent. Donc, tout ce monde de fouilleurs demande à l'Etat de lui venir en aide.

Pour terminer, un autre constat non négligeable est que l'espace réservé à la décharge de Buterere se rétrécit au fil du temps et joute les maisons d'habitation. D'ici quelques années, les déchets en provenance de la ville de Bujumbura manqueront de décharge où être déposés. Lors de l'émission publique animée vendredi le 29 mars 2024 à Karusi, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique Pierre Nkurikiye a rassuré que le gouvernement est en train d'aménager une autre décharge publique dans la province de Bubanza pour compléter ou substituer celle de Buterere.

Gilbert Nkurunziza

**BurundiEco**  
Burundi Eco - Vendredi, 05 Avril 2024 - n°604

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 05 Avril 2024		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2848	2894
Euro	3083	3133
Shi. Kenyan	21,9085	22,2618
Shi. Tanzanien	1,1039	1,1217
Shi. Ougandais	0,7397	0,7516
Fr Rwandais	2,2133	2,2490

## Économie circulaire

# Une stratégie pour rendre les déchets plastiques une opportunité au lieu d'un défi

Certaines sociétés s'activent pour essayer de rendre les déchets plastiques une opportunité au lieu d'un défi. Pourtant, elles indiquent qu'elles sont confrontées à certains défis tels que la cherté des équipements. La société civile encourage ces dernières de redoubler d'efforts dans le cadre de l'économie circulaire



L'Abuco-TI Burundi remercie certaines sociétés qui produisent les pavés et les carreaux à partir des déchets plastiques, car cela rentre dans l'économie circulaire

Certaines sociétés commencent à se lancer dans la valorisation des déchets plastiques. C'est par exemple Ceprodilic. Dans un atelier organisé par ABUCO TI Burundi ces derniers jours, Régis Nimpagaritse, un jeune qui travaille dans cette société a fait savoir que les équipements utilisés dans le recyclage des déchets plastiques sont chers et il a demandé au gouvernement de les détaxer.

Selon lui, cela pourrait réduire le coût de production des pavés qui est actuellement élevé. De plus, il demande à la population de développer la culture du risque. Il explique que Ceprodilic ne cesse de distribuer des poubelles pour faciliter la collecte des déchets plastiques, car elle en a besoin dans l'optique de les recycler pour produire d'autres objets. Pourtant, il s'inquiète que les gens mal intentionnés ont volé ces poubelles qui étaient en acier.

C'est la même situation pour la société Kinju. Un cadre de cette société a fait savoir que cette

dernière a déjà constaté que la présence des déchets plastiques dans la nature constitue un grand danger pour la société et l'environnement.

C'est pour cela qu'elle compte contribuer à la bonne gestion de ces déchets en les recyclant pour

produire des pavés. Il précise qu'on essaie de les ramasser pour les concasser afin de les valoriser. Pourtant, il s'inquiète du fait que ces déchets contiennent d'autres dépôts tels que le sable. Et, pendant le broyage, il déplore que les marteaux s'usent rapidement suite à ce défi.

Pourtant, malgré ce défi, Kinju compte installer des poubelles dans tous les cabarets et restaurants pour faciliter la collecte de ces déchets et recycler ces derniers pour produire des pavés. Il précise qu'on va commencer par la ville de Bujumbura.

## Le recyclage des déchets, un domaine encore à l'état embryonnaire

Jérôme Karimumuryango, responsable du projet de renforcement des capacités en gestion des produits chimiques et des déchets dans le cadre d'une économie circulaire au Burundi se réjouit de ces initiatives visant la valorisation des déchets plastiques. Il demande aux autres investisseurs de redoubler d'efforts pour rendre les déchets plastiques une opportunité au lieu d'un défi car, en les recyclant, on peut produire des pavés et d'autres objets qui peuvent générer des revenus. Et de s'inquiéter du fait que ce domaine reste encore au stade embryonnaire.

Il indique que le projet qu'il représente est en train de détecter les déchets recyclables et ceux qui ne le sont pas. Et, selon lui, cela permettra aux investisseurs de se lancer dans un domaine qu'ils maîtrisent.

Pierre Nduwayo, président de l'Abuco-TI Burundi remercie certaines sociétés qui produisent les pavés et les carreaux à partir des déchets plastiques, car cela rentre dans l'économie circulaire. Il demande alors aux opérateurs économiques d'investir dans l'économie circulaire, car celle-ci contribue beaucoup à la création de l'emploi et à l'augmentation des recettes de l'Etat.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## EDITION SPECIALE

# Quand la gestion des eaux usées demeure un casse-tête

La gestion des eaux usées présente des lacunes dans la municipalité de Bujumbura. Très peu de quartiers sont raccordés à la station d'épuration de Buterere. Le pire est que ce réseau est dans un état de vétusté. Ce qui fait que les eaux usées quittent les regards pour se jeter dans le lac Tanganyika. Dans les autres quartiers, on gère les eaux usées à travers les fosses septiques. Cela constitue un danger pour la nappe phréatique et notre réservoir d'eau douce le lac Tanganyika

Dans une visite effectuée par un reporter de Burundi Eco mardi le 2 mars 2024 dans certains quartiers de la municipalité de Bujumbura, il est ressorti que la gestion des déchets liquides reste problématique.

Dans certains quartiers des zones de la municipalité de Bujumbura tels que Ngagara, Buyenzi, Bwiza et Nyakabiga, les eaux usées quittent de certains égouts et coulent comme de l'eau courante dans les caniveaux situés à ces endroits pour enfin se jeter dans le lac Tanganyika.

En principe, ces eaux usées devraient se jeter dans la station d'épuration de Buterere pour subir un certain traitement avant de se jeter dans le lac Tanganyika pour le protéger contre la pollution.

La situation est la même pour la gestion des eaux usées produites à travers la lessive et la vaisselle.

Les propriétaires des parcelles ont installé des tuyaux qui déversent ces eaux dans les caniveaux et leur destination finale reste toujours le lac Tanganyika.

## La population s'inquiète

La population contactée s'inquiète de cette situation, car les eaux usées polluent les ressources en eau. Elle indique que pour les quartiers raccordés, le réseau est vétuste. Ce qui fait qu'il s'observe des eaux usées qui coulent dans les caniveaux dans différents quartiers de la capitale économique.

Le pire est qu'il s'observe certains ménages qui n'ont pas de toilettes et jettent les déchets dans les caniveaux. Ce qui aggrave la pollution des ressources en eau.

Toutes ces eaux usées devraient être canalisées vers la station d'épuration de Buterere pour être traitées avant de se jeter dans le lac Tanganyika.

Pourtant, la station d'épuration de Buterere qui devrait accueillir 40.000 m<sup>3</sup> d'eau usées par jour n'en reçoit que 15.000 m<sup>3</sup>, a indiqué Théophile Ndikumana, environnementaliste et professeur à l'Université du Burundi.

## Très peu de quartiers raccordés à la station d'épuration de Buterere

Actuellement, seuls les ménages de la commune Mukaza et ceux de la zone Ngagara en commune Ntahangwa sont raccordés à ce



La gestion des eaux usées présente des lacunes dans la municipalité de Bujumbura. Très peu de quartiers sont raccordés à la station d'épuration de Buterere.

réseau. La station d'épuration de Buterere qui assure le traitement des déchets liquides provenant des cuisines, des douches et des toilettes est raccordée aux quartiers Ngagara, Industriel, Buyenzi, Bwiza, Nyakabiga et Mutanga sud. Tous les autres quartiers ne sont pas raccordés à ce réseau.

## Attention au recours aux fosses septiques

Pr Ndikumana fait savoir qu'une grande quantité des eaux usées est évacuée à travers les fosses septiques et les puits perdus. Selon lui, cette stratégie constitue un grand danger, car la nappe phréatique est affectée et cela constitue une cause de pollution pour ces eaux du lac tanganyika et de ses affluents.

Il explique que depuis les années 70 jusqu'à nos jours, le lac Tanganyika a perdu beaucoup de sa qualité en eau du fait d'un habitat urbain invasif utilisant les puits perdus. Il estime qu'à l'horizon 2030, le lac Tanganyika sera très pollué.

Déjà, la Regideso a déplacé son point de captage qui était à 1800 mètres auparavant suite à la pollution. Actuellement, il est situé à 3500 mètres du littoral du lac Tanganyika.

Notons qu'avec le projet LATAWAMA, la population espère qu'il y aura un léger mieux dans la lutte contre la pollution des eaux du lac Tanganyika. Il vise l'optimisation du fonctionnement de la station d'épuration des eaux

usées de Buterere à Bujumbura et de son réseau de collecte. Le projet a réhabilité les lits de séchage et assurera la mise en œuvre du système de pompage des boues de la station d'épuration de Buterere. Le projet a procédé également à la digitalisation du réseau de collecte des eaux usées. Le laboratoire de l'OBuha a également été réhabilité et est équipé pour suivre les performances épuratoires de la station. Dans le cadre du développement du réseau de surveillance, le projet a réhabilité le laboratoire de l'OBPE et a livré les équipements analytiques en juin 2022.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# Gestion des déchets : des initiatives préoccupantes

Les initiatives prises depuis 2020 pour garder la ville de Bujumbura propre à l'instar de la mise en place des poubelles publiques, la signature d'un contrat avec une usine pour recycler les déchets et le retrait des bouteilles de récupération du marché se concrétisent péniblement. Cela dans un environnement où plus d'un mouvement vient d'être récemment lancé pour maintenir la ville propre : le mouvement zéro déchet, le mouvement 100 jours de salubrité...

Dans le but de rendre les villes propres et de protéger l'environnement, deux mouvements ont été lancés par le couple présidentiel, à savoir : 100 jours de salubrité et le mouvement zéro déchet. A cela s'ajoute la décision de l'œil du Président de la République du Burundi en mairie de Bujumbura qui stipule qu'à partir du début du mois de mars tous les administratifs disposent de 45 jours pour rendre la ville propre. Cela sous peine d'être sanctionnés.

Ces trois initiatives arrivent après d'autres initiatives qui sont mort-nées ou pour se relever nécessitent encore d'autres efforts. C'est le cas notamment d'un mémorandum d'entente signé en 2022 entre le gouvernement de la République du Burundi et l'entreprise Frontier Holdings Limited de l'Inde. Cette entreprise dont on attend encore les fruits avait l'ambition d'installer une usine de traitement et de gestion des déchets au Burundi.

## Raréfaction des poubelles publiques

Une centaine de poubelles publiques avaient été installées aux différents carrefours du centre-ville de Bujumbura depuis les années 2020.

Destinées de recevoir les restes des consommations des passants et les emballages, les premières impressions à propos de l'installation de ces poubelles publiques ont viré au vinaigre. A part que ces poubelles étaient



Les nouvelles bouteilles en plastique exigées par BBN sont rares et chères selon les commerçants.

immédiatement devenues des dépotoirs, elles étaient rouillées. Leur déchargement est devenu problématique ainsi que leur durabilité.

En plus du fait que ces poubelles peuvent s'abîmer, elles subissent des actes de vandalisme. Là où le Journal Burundi Eco est passé l'avant-midi du mardi 2 avril 2024 à la 13<sup>ème</sup> avenue et à la 17<sup>ème</sup> avenue de la zone Buyenzi, commune Mukaza en mairie de Bujumbura, on n'y trouve plus ces poubelles et encore moins leurs traces.

Eric Ndayiziga, chef du quartier centre-ville reconnaît que le nombre de poubelles publiques installées actuellement n'est pas suffisant. « Malgré cela, l'administration ne croise pas les bras. Dans le but de rendre la ville de Bujumbura propre, nous sensibilisons chaque propriétaire d'une parcelle, les détenteurs des boutiques et des magasins à curer les caniveaux et à signer des contrats avec les sociétés

de collecte des déchets », fait-il remarquer avant d'indiquer que si les concernés ne respectent pas les mesures en cours sur la salubrité, il peut leur infliger une amende administrative ne dépassant pas 10 mille FBu.

## Besoin de se familiariser avec les « bouteilles BBN » ou « bouteilles Leta »

L'usage des nouvelles bouteilles en plastique appelées communément par les commerçants « bouteilles BBN » ou « Bouteilles Leta », soit les bouteilles exigées comme emballages par le Bureau Burundais de Normalisation et de contrôle de la qualité (BBN) synonyme de «Leta» ou gouvernement n'est pas encore une habitude chez les commerçants et les vendeurs.

Ainsi, le 14 mars 2023, le patron du BBN avait animé une conférence de presse rappelant l'exigence du retrait du marché des bouteilles en

plastique à usage unique avec la fin du mois de mars. La mesure était irrévocable sur tout le territoire national et des avertissements avaient été lancés depuis le mois de février.

« Les nouvelles bouteilles en plastique imposées par BBN sont contestées par nos clients. Ces derniers indiquent que ces bouteilles n'ont pas de marque ni d'étiquettes », signale Aline Girukwishaka, commerçante au marché Ngagara II dit « Cotebu ».

Mme Girukwishaka déplore par ailleurs que ces nouvelles bouteilles en plastique sont rares. « On peut passer une semaine ou deux sans en apercevoir. Ceux qui nous approvisionnent en ces bouteilles disent que s'il y a une coupure d'électricité, l'entreprise qui les produit arrête de le faire », informe-t-elle avant de signaler que les clients préfèrent les bouteilles en plastique de marque « Kinju ».

Par contre, continue Mme Girukwishaka, même l'usage de ces nouvelles bouteilles en plastique n'est pas rassurant. On peut les réutiliser une ou deux fois et on n'est pas sommé de les retirer du marché, martèle-t-elle.

## Prioriser l'argent

« La capacité d'une nouvelle bouteille en plastique est la même que celle d'une bouteille en plastique de récupération. Malheureusement, les prix d'achat ne sont pas les mêmes. La première est chère par rapport à la seconde. Les prix sont respectivement de 600 FBu par bouteille vide pour première et de 300 FBu par bouteille vide pour la seconde », précise Mme Girukwishaka.

Elle notifie que le contenu d'un bidon d'une capacité de 20 litres est l'équivalent du contenu de 18 nouvelles bouteilles en plastique ou de 18 bouteilles en plastique de récupération. « Le prix de 18 nouvelles bouteilles en plastique vides est de 10 800 FBu si on se réfère au prix de 600 FBu par bouteille vide tandis que le prix de 18 bouteilles en plastique de récupération vides est de 5 400 FBu si on se réfère au prix de 300 FBu par bouteille vide. Vous saurez que l'usage des nouvelles bouteilles en plastique occasionne une perte de 5 400 FBu par bidon », explique-t-elle.

Mme Girukwishaka conclut en soulignant que l'objectif des commerçants est d'encaisser des bénéfices. Toutefois, elle se résigne en disant qu'une fois que le BBN procédera à une rafle de ces bouteilles de récupération, on perdra énormément, car même le contenant ne sera pas rétrocedé. « Prenons par exemple la vente de l'huile de palme. Aujourd'hui, la valeur d'une bouteille d'1 litre et demie remplie d'huile de palme est 8 000 FBu, c'est-à-dire 144 000 FBu de perte sur tout un bidon de 20 litres », avise-t-elle.

Mme Girukwishaka demande la revue à la baisse des prix des nouvelles bouteilles vides en plastique et leur disponibilité sur le marché.

Mélance Maniragaba



L'usage des poubelles publiques reste toujours un défi en mairie de Bujumbura.

# Déchets ménagers : une richesse

La Tanzanie a introduit un modèle commercial d'assainissement pour améliorer la gestion des déchets liquides et solides à Dar-es-Salaam. Le Kenya a promulgué une loi sur la gestion durable des déchets tandis que l'Ethiopie a construit des stations de transfert des déchets, des sites d'élimination et des incinérateurs. Cela sous financement des investissements directs du gouvernement ou par un prêt des donateurs



Pour améliorer la gestion des déchets liquides, une usine de traitement des boues fécales a été construite à Dar-es-Salaam en Tanzanie.

Selon WaterAid, la majorité des agglomérations de Dar-es-Salaam utilisaient des latrines à fosse. Celles-ci n'étaient pas connectées au réseau d'égouts de la ville. Comme il n'existait pas de lieux appropriés pour l'élimination des déchets solides, les membres de la communauté jetaient les déchets dans le milieu environnant ou dans les sources d'eau voisines.

A leur tour, les rues étaient trop étroites. Ce qui bloquait l'accès des camions aux ménages. Ce qui fait que les gens vidaient manuellement le contenu des latrines à fosse dans les cours d'eau ou faisaient recours aux personnes qu'ils payaient dits « hommes-grenouilles », pour les remplacer valablement.

Le travail d'un homme-grenouille n'était pas facile, car il ne disposait pas d'équipement approprié pour vider les fosses de manière sûre et hygiénique. Il utilisait des seaux et vidait les latrines sans vêtements de protection.

## Introduction d'un modèle commercial d'assainissement

Pour tirer profit des déchets ménagers, un modèle commercial visant à améliorer les déchets liquides et solides a été introduit à Dar-es-Salaam.

Une aide a été octroyée à trois entreprises d'assainissement pour qu'elles deviennent des entreprises légales et prospères.

Une société de microfinance locale a été également recrutée pour gérer les prêts. Par ailleurs, la municipalité devrait rassurer les bailleurs que les entreprises avaient de bonnes licences et que de bonnes réglementations étaient mises en place.

Les entreprises se sont d'abord occupées des déchets solides. Ils ont fait la publicité de leurs services dans la communauté par le biais d'affiches et de brochures. Elles ont acheté ou loué l'équipement dont elles avaient besoin pour pouvoir collecter les déchets des ménages et les éliminer en toute sécurité vers un site de décharge désigné.

Après avoir éduqué la communauté, on s'est retrouvé avec des rues balayées. Les déchets étaient ramassés tous les jours et en moyenne, on se débarrassait de 6 à 7 tonnes de déchets par jour.

## Les déchets liquides visés

Pour améliorer la gestion des déchets liquides, une usine de traitement des boues fécales a été construite par un entrepreneur privé sous la supervision du partenaire local. Un nouveau système implanté permettait de recycler les déchets en fumier, charbon de bois et biogaz. Ceux-ci pouvaient ensuite être vendus et utilisés.

## Kenya : les pouvoirs publics haussent le ton contre les déchets ménagers

Uhuru Kenyatta, ancien Président du Kenya a promulgué la loi sur la gestion durable des déchets en 2022 comme l'a écrit Afrik21.

Cette loi prévoyait la création d'un conseil de gestion des déchets, des programmes obligatoires de responsabilité élargie des producteurs, la valorisation des déchets ménagers ainsi que la fermeture des décharges illégales dans 47 comtés du pays.

La loi mettait en place des mesures sur l'ensemble de la chaîne de valeur des déchets, notamment un mécanisme de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP). Ce qui facilitait l'ambition d'éliminer le plastique dans la nature.

Le Kenya a également lancé en mars 2022 un pacte sur le plastique baptisé « Kenya Plastics Pact (KPP) ». L'initiative visait à trouver des financements pour soutenir l'innovation, la collecte, la réutilisation et le recyclage des déchets plastiques.

## Augmentation de la population dans les «nouvelles fleurs» versus augmentation des déchets

Le taux de croissance de la population était de 2,1 % à Addis-Abeba (nouvelles fleurs) en Ethiopie par an entre 2000 et 2015, mais il devrait augmenter de 4,0 % par an à partir de 2015-2030 selon les Nations Unies.

La population qui était estimée à 3,2 millions en 2015, devrait atteindre les 6 millions en 2030. L'augmentation de la population va de pair avec une augmentation du volume de production des déchets. La gestion des déchets solides dans la ville d'Addis-Abeba est organisée

de manière systématique et en phase avec le flux des déchets. Cela sous l'autorité du bureau du maire.

La ville a pris des mesures opportunes et appropriées telles que la mise en place de la première installation à grande échelle de valorisation énergétique des déchets en Afrique et une station de transfert avec une installation de recyclage.

Des sacs d'une capacité d'environ 50 litres sont distribués aux ménages ordinaires. Les gros producteurs de déchets passent des contrats avec des collecteurs privés. Les déchets des ménages sont collectés et transportés vers un point de collecte (point benne). Des chariots ou de petits camions sont utilisés pour le transport des déchets.

La ville et les entreprises privées utilisent des véhicules spécialisés pour le transport des ordures en vrac tels que des camions compacteurs et des porte-conteneurs.

Les routes principales sont maintenues propres par 20 balayeurs de voirie et 5 000 balayeurs de rue (humains).

Les matériaux recyclables tels que les plastiques sont récupérés. Deux stations de transfert avec des installations de tri ont été construites. Un incinérateur a été construit à proximité d'un site d'élimination.

La ville prend des mesures qui tiennent compte des vulnérables. La construction des stations de transfert, des sites d'élimination, des incinérateurs est financée par des investissements directs du gouvernement ou par un prêt des donateurs. La ville a commencé à travailler sur le recyclage, le compostage, l'exploitation de la conversion des déchets en énergie...

Mélance Maniragaba



Une usine de valorisation des déchets en Ethiopie.

# Muha : Des roses et des épines dans la collecte des déchets au niveau des ménages

Un ménage de la commune Muha doit payer un montant qui varie entre 1500 FBu et 12 000 FBu pour l'enlèvement des déchets. L'administration locale et les sociétés de collecte des déchets font savoir que les prix sont fixés en fonction de situation socio-économique du quartier. Cette activité connaît des roses et des épines (Reportage)

Nous sommes mardi le 2 avril 2024. Vers 11h et en pleine «Campagne zéro déchets» lancée par la Première dame Angeline Ndayishimiye, le 19 mars 2024, un journaliste de Burundi Eco sillonne les différents quartiers de la commune urbaine de Muha. Cela pour se rendre de l'état des lieux de l'assainissement dans les ménages de cette commune localisée au Sud de la municipalité de Bujumbura et les relations entre les associations et sociétés privées de collecte des déchets. Notre parcours commence au quartier Gasebuye de la zone Musaga non loin du pont Muha qui sépare la commune Muha de la commune Mukaza. C'est un quartier propre et viabilisé. Difficile est de rencontrer un résident de ce quartier qui marche à pied. C'est un quartier des VIP. Bref, un milieu calme. Par chance, nous rencontrons Pascal Bucumi, un habitant de ce quartier assis devant un des salons VIP plus populaires du quartier.

Gasebuye : un montant de 12 000 FBu fait froid au dos à certains résidents «Actuellement, nous payons 12 000 FBu par mois. C'est une grosse somme. Les mois derniers, on payait 10 000 FBu mais, très récemment, la société chargée de collecter les déchets dans ce quartier a ajouté 2000 FBu», fait savoir Monsieur Bucumi en pointant son index sur l'agence de la société Gira Isuku Company (Gicom) qui se trouve à quelques mètres. «Malgré cela, il s'observe toujours des retards dans la collecte des déchets au niveau des ménages pour aller les déposer dans les dépotoirs préparés à cette fin », ajoute-t-il.

Il indique qu'en cas de retards accumulés dans la collecte des déchets, les résidents s'arrangent en payant un évacuateur ambulancier



Magnus Niyokindi, Chef de zone Musaga : «la société de collecte des déchets en collaboration avec l'administration locale négocient avec les résidents du quartier pour fixer le montant que chaque ménage doit payer par mois».

une somme oscillant entre 1000 FBu et 2000 FBu par jour pour l'enlèvement des déchets dans leurs ménages. Pourtant, notre ressource raconte qu'actuellement avec la campagne de 100 jours de salubrité lancée par le Président de la République, cette pratique ne s'observe plus pendant la journée, car l'administration locale guette la moindre inattention des foyers qui ne respectent pas les normes d'hygiène. Ainsi, seuls les évacuateurs ambulanciers récalcitrants profitent la nuit pour collecter les sacs des déchets au sein des ménages.

## Et si la mairie de Bujumbura s'occupait de la gestion des déchets dans des ménages ?

Selon Bucumi, la collecte des déchets devrait être effectuée par la municipalité de Bujumbura et non les associations et les sociétés privées. « En confiant l'assainissement aux associations et sociétés privées, l'Etat perd deux fois

: Premièrement, le service devient cher et par conséquent devient un fardot pour sa population. Deuxièmement, l'impôt que nous payons devrait entrer dans le trésor public et la municipalité de Bujumbura pourrait embaucher des chômeurs pour oeuvrer dans ce secteur », commente-t-il.

Pourtant, dans la zone Musaga de la commune Muha, les prix diffèrent d'un quartier à l'autre voire d'un ménage à l'autre. Claire Nibogora, une dame rencontrée dans la périphérie du quartier Gasebuye tout près de l'Ecole Nouveau Rayonnement (ENR) fait savoir qu'elle paie 7000 FBu. A la question de savoir si la société qui s'occupe de la salubrité de ce quartier respecte les contrats signés, elle indique qu'elle est aussi irrégulière dans la collecte des déchets. « Ils peuvent s'absenter un mois ou deux mais, moi, je m'en fiche, car je dispose d'un jardin tout autour de ma maison. Je mets dans un silo tous les déchets biodégradables et cela me sert du fumier pour fertiliser mon jardin, ce

qui m'aide à avoir des légumes frais des maniocs ou des amarantes pour nourrir mes enfants », répond-t-elle.

## L'enlèvement des déchets dans les quartiers non viabilisés, un casse-tête

Si les ménages des quartiers viabilisés se lamentent de la cherté du service de collecte des déchets, les ménages des quartiers non viabilisés ont du mal à transporter les déchets vers un lieu où les camions des sociétés chargées de collecter ces déchets débarquent. Les domestiques sont obligés de transporter les sacs de déchets sur la tête. «L'assainissement de ce quartier est très compliqué, nous n'avons aucun axe à la route où les camions peuvent débarquer. C'est qui fait l'abonné aux associations ou sociétés privées paie deux fois: un évacuateur ambulancier pour les acheminer les déchets vers le lieu de débarquement du camion et la société en soi», se lamente une jeune dame résidant à Musaga. Elle indique cependant que peu de ménages sont abonnés aux sociétés de collecte des déchets, car elles utilisent ses déchets dans l'agriculture.

«Ce qui m'étonne est que dans les fouilles-perequisitions effectuées par les agents de sécurité, on nous demande si nous avons acquitté les frais de collecte des déchets, alors que la société en soi ne nous a rendu aucun service. C'est comme si l'abonnement était obligatoire », confie-t-elle.

Les frais de collecte des déchets dans ce quartier non viabilisé diffèrent de ceux des quartiers viabilisés. Le prix de ce service varie entre 1500 et 3000 FBu par mois, selon nos sources.

## Quid des critères considérés pour fixer le prix de l'enlèvement des déchets dans un quartier ?

«C'est la municipalité de Bujumbura qui donne l'autorisation aux associations et sociétés privées de collecter les déchets au niveau des ménages. Et la société en collaboration avec l'administration locale négocient avec les résidents du quartier pour fixer le montant

que chaque ménage doit payer par mois», indique Magnus Niyokindi, le Chef de zone Musaga. Il fait savoir que certains quartiers sont habités par des VIP qui génèrent beaucoup d'ordures, alors que d'autres sont habités par des ménages modestes qui produisent peu d'ordures.

Parmi, les mécanismes envisagés pour améliorer la salubrité dans cette zone figurent la sensibilisation de tous les ménages à signer des contrats avec les sociétés de collecte des déchets et l'imposition d'une amende aux ménages récalcitrants.

Cependant, M. Niyokindi, ne passe pas sous le silence défis qui se manifestent lors de la collecte des déchets, notamment le manque de carburant pour les camions des sociétés en chargées de collecter les déchets. Ce qui provoque des retards.

«Les camions de ces sociétés consomment le mazout. La pénurie récurrente des carburants affecte tout le monde, les sociétés de collecte des déchets ne sont pas épargnées, d'où les lamentations de certains habitants de la zone», dit-il

## La collecte des déchets dans la zone Kanyosha, encore du pain sur la planche

Les défis de la collecte des déchets au niveau des ménages sont presque les mêmes pour toutes les zones de la commune Muha. Il s'agit entre autres de la non uniformisation du prix de collecte des déchets, de l'absence ou des retards accumulés par l'association ou la société qui s'occupe de la collecte de déchets dans les foyers, mais aussi des récalcitrants qui ne veulent pas adhérer aux normes.

Ainsi, dans la zone Kanyosha, des ordures s'observent tout le long de la rivière Kanyosha. Les habitants du quartier Musama qui ont réagi au micros du journal Burundi Eco font savoir que ce sont des déchets déposés par des évacuateurs ambulanciers pendant la nuit.

A noter aussi que dans cette zone, les frais de collecte des déchets par ménages varient entre 2000 FBu et 10000 FBu en fonction de la situation socio-économique du quartier.

## Le non-respect des contrats figure parmi les défis

Contacté pour donner son avis sur les relations entre les ménages et les sociétés de collecte des déchets, Ferdinand Nkamicye, représentant légal de Gicom, n'a pas voulu s'exprimer sur cette question de l'inégalité de frais de collecte des déchets. Pourtant, il indique que la mission de Gicom est de résoudre le problème de salubrité dans les foyers et que même les pauvres reçoivent un service gratuit.

Il fait savoir que son organisation collabore avec les ménages et l'administration locale pour accompagner l'Etat dans son objectif d'enlever les déchets dans la ville de Bujumbura.

Nonobstant, sa société se heurte à différents obstacles dans l'accomplissement de sa mission, notamment le manque de carburant, le non respect des contrats signés avec les ménages et les dépotoirs qui sont presque saturés.

Méchaël Tuyubahe



Les riverains de la rivière Kanyosha profitent la nuit pour jeter les ordures dans cette rivière.

# Bujumbura, ville propre si la population est impliquée

Les administratifs sont préoccupés par l'assainissement de la ville de Bujumbura. Cela serait efficace si la population changeait de mentalité et s'appropriait la propreté de sa ville.

L'assainissement des villes, surtout la capitale économique Bujumbura préoccupe au plus haut niveau les administratifs. Cet engouement a été accéléré après que le Président de la République a critiqué le maire de la ville de Bujumbura pour n'avoir pas pu assurer comme il faut l'assainissement au centre-ville. C'était le 27 février 2024 lors de la tenue des états généraux du tourisme. Le lendemain, Jimmy Hatungimana, maire de la ville de Bujumbura a démarré une campagne de 45 jours d'assainissement de la ville. Il a mobilisé les citoyens à nettoyer les places publiques par exemple les caniveaux. Il a multiplié les visites dans différents quartiers pour se rendre compte de l'état des lieux de la salubrité. Les bars et les restaurants qui affichent un degré d'assainissement médiocre ont été fermés ou éclopés des amendes. En plus de cela, le mouvement « zéro déchets » lancé par la première dame du Burundi Angeline Ndayishimiye le 19 mars 2024 est venu pour renforcer l'assainissement de la ville de Bujumbura. Toutes ces initiatives visent à rendre Bujumbura une ville plus propre que jamais.

## Est-ce que la population est impliquée ?

Le changement de mentalités doit être le point de départ de tout le

processus. Il n'est pas rare de voir les bouteilles en plastique joncher les caniveaux, éparpillées dans les places publiques ou isolées dans la nature. Qui en sont les responsables ? La population bien sûr. Une personne qui achète une bouteille d'eau minérale ou de jus n'hésite pas à la jeter n'importe où après avoir étanché sa soif. Parfois, même les passagers jettent les déchets dans l'emprise de la route à travers les fenêtres d'un véhicule. Ce qui contribue à l'insalubrité des villes.

Même Miss Popularity du Burundi 2021, Dative Uwimana, s'inquiète de la prolifération des déchets plastiques dans la ville de Bujumbura. Dans une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux en 2023, cette star burundaise a prodigué des conseils à la population. Elle a demandé aux Burundais d'être responsables de l'assainissement de leur environnement en ne jetant pas n'importe où les bouteilles en plastique. Cela dans le but de garder le pays « clean ».

## Les citoyens, premiers responsables de l'assainissement de la ville de Bujumbura

Les habitants de Bujumbura n'ont pas peur de piétiner dans les jardins implantés au niveau des routes. A titre illustratif, sur la chaussée du Peuple Murundi au niveau de l'endroit dénommée « Permanence », dans le jardin qui s'y trouve, on y a installé des pancartes sur lesquelles est écrit « Kirazira guca ngaha » (passage interdit). Malheureusement, le gazon n'existe plus. Il a été détruit complètement par les pas des piétons.



Les habitants de la ville de Bujumbura sont les premiers responsables de l'assainissement de cette entité.

Ce n'est pas tout. C'est un secret de Polichinelle, il n'est pas étonnant de voir un sac d'immondices jeté dans un caniveau voire dans l'emprise de la route. Le responsable de tout cela n'est autre que la population. Un autre aspect intéressant et que les administratifs recommandent aux citoyens c'est d'éviter de se soulager au bord des routes ou dans la nature mais, à Bujumbura comme à l'intérieur du pays, il n'y a pas de lieux d'aisance sur les voies publiques. Alors, où se soulager ? Cette question n'a probablement pas de réponse claire.

Malgré tout, les personnes qui

ont la volonté de garder la ville propre ne manquent pas. Mais elles sont bloquées par le manque de poubelles. Pourtant, il y a trois ans, la mairie de Bujumbura en collaboration avec ses partenaires a installé des poubelles publiques dans différents endroits de la commune Mukaza. Aujourd'hui, elles ne font plus parler d'elles dans différents quartiers. Même quand elles existaient encore, elles n'étaient pas vidées régulièrement. Parfois, les poubelles publiques étaient débordées par les déchets.

Différents experts sont unanimes que l'assainissement des villes est

efficace quand la population est amplement impliquée. Donc les habitants des villes doivent éviter à tout prix des actions qui nuisent à la salubrité. Pour y arriver, la sensibilisation de la population est toujours nécessaire. Mais cela doit être complémentaire aux initiatives du gouvernement favorables à la salubrité des milieux urbains. L'Etat doit prendre le devant en mettant en place un système de collecte des déchets efficace sans oublier la disponibilisation des poubelles publiques.

Gilbert Nkurunziza

## EDITION SPECIALE

# Une ville saine sans latrines publiques ?

L'initiative d'une campagne de 45 jours de salubrité dans la municipalité de Bujumbura dénommée « mouvement zéro déchet » a été prise par les autorités depuis le 19 mars 2024. Pourtant, la question de la mise en place des lieux d'aisance publics reste à plat

Le mouvement « zéro déchet » a été lancé pour enlever les immondices dans les rues de la capitale économique et nettoyer les caniveaux en vue de résoudre le problème de la pollution des espaces publics, de rendre propres les villes et de protéger l'environnement. A part le ramassage irrégulier des déchets, le manque de latrines publiques figure parmi les défis qui hantent la population urbaine. Revenons sur ce grand problème

## Le manque de toilettes publiques, un grand défi

Dans la ville de Bujumbura, les lieux publics ne disposent pas de latrines. En cas de besoin, les passagers ne trouvent que cet espace pour se soulager. Ce problème se pose même à l'intérieur du pays.

A la gare routière « La Permanence » située près de l'hôtel de ville de Bujumbura, les passagers, les chauffeurs de coaster et les taximen n'ont pas des lieux d'aisance. Pour se soulager, certains s'adressent à l'Hôpital Prince Régent Charles. Les



La défécation à l'air libre conduit à une exposition aux bactéries et à la contamination de l'eau ou d'autres aliments et provoque des maladies d'origine hydrique telles que la diarrhée, le choléra et la fièvre typhoïde.

autres approchent les propriétaires des restaurants situés près de cette gare routière pour leur emprunter les toilettes. « Le gouvernement lance des projets alors qu'il y a tant d'autres qui dorment. L'Etat devrait construire des toilettes publiques payantes ou non payantes pour

la population afin d'éviter la défécation à l'air libre », a indiqué un agent de Lumicash y rencontré. Celui-ci affirme que si quelqu'un est surpris en train de se soulager dans les herbes, la police le punit sévèrement.

N. Cédric, commerçant ambulant rencontré à « La Permanence », est de même avis que ce dernier et souhaite aussi l'intervention du gouvernement. « C'est un grand problème. Tu manques ou te soulager alors que tu as de l'argent dans ta poche. C'est vraiment difficile de voir une ville saine sans toilettes ».

Les femmes enceintes ont aussi du mal pour se soulager. « Je sais bien que la rétention a des conséquences graves pour les femmes enceintes. Mais si ce besoin m'arrive étant dans un bus ou dans un autre endroit défavorable, je dois me retenir jusqu'à ce que j'arrive à la maison », a indiqué E.N

## Quid de la contribution des sociétés privées à la résolution de ce problème ?

Great at Vision, une société privée œuvrant dans le secteur de l'assainissement s'est lancée dans la fabrication des toilettes mobiles pour lutter contre la défécation à l'air libre. Nadine Ndabigengesere, représentante légale de cette société se réjouit de cette mesure prise par les autorités pour assainir la ville. Elle ajoute aussi que si la Mairie disponibilise une place, sa société serait prête à y installer des toilettes publiques, car elle a de l'expérience et tous les matériels sont disponibles. « Nous souhaitons que la Mairie se préoccupe beaucoup de cette question pour

favoriser la population, car nous ne pouvons par arriver à la vision du Burundi, pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 sans avoir développé le secteur de l'hygiène et de l'assainissement ».

M. Ndabigengesere indique également qu'en absence de toilettes, les gens défèquent à l'air libre. Cela conduit à une exposition aux bactéries et à la contamination de l'eau ou d'autres aliments et provoque des maladies d'origine hydrique telles que la diarrhée, le choléra et la fièvre typhoïde. Elle ajoute que le manque de toilettes est à l'origine des problèmes sanitaires et environnementaux.

M.Ndabigengesere annonce qu'un véhicule disposant de latrines est déjà arrivé pour intervenir lors des visites des sites touristiques, des événements funéraires et dans les grands événements publics ou privés. Elle fait savoir aussi que sa société veut collaborer avec l'Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural (ABHAMR) dans son projet de mise en place des toilettes sur les routes nationales.

M. Ndabigengesere conseille la population Burundaise de ne pas se soulager n'importe où et l'invite à considérer les déchets, y compris les matières fécales comme une solution et non un problème.

Aline Niyibigira

# La gestion des déchets ménagers pose toujours problème

Le fait de jeter les déchets dans des endroits inadaptés constitue un défi à relever pour assurer une gestion adéquate des déchets ménagers. En ce sens, Burundi Eco a effectué un reportage dans divers quartiers de la capitale économique pour se rendre compte de l'état de l'assainissement de cette agglomération urbaine. Les détails dans ce numéro

Dans le but de garantir un environnement propre, sain et durable pour tous les Burundais, la Première dame Angeline Ndayishimye a récemment lancé officiellement le mouvement « Zéro Déchet » lors des cérémonies qui ont eu lieu mardi le 19 mars 2024 à la mairie de Bujumbura. Ce mouvement vise à résoudre le problème de la pollution des espaces publics, des lieux de travail et des foyers

Cependant, selon les informations recueillies sur place auprès des habitants des différents quartiers de la capitale économique, principalement dans les communes urbaines de Mukaza et de Ntahangwa, la gestion des déchets ménagers ne s'effectue pas de manière adéquate. Que ce soit pour les sociétés chargées de la collecte des déchets ou pour les habitants qui paient ce service, des défis existent de chaque côté.

## Quid du contrat entre les sociétés et les ménages ?

Anick Ndayishimiye, mère de deux enfants et résidant dans la zone Nyakabiga (Kigwati) dans la commune de Mukaza en Mairie de Bujumbura, nous a fait savoir qu'auparavant elle payait 3000 FBu par mois et les collecteurs ramassaient les déchets deux fois par mois. Mais actuellement, elle paie de 5 000 FBu par mois et ils ne viennent collecter les déchets qu'une seule fois par mois. De plus, ces sociétés sont parfois en retard dans la collecte des ordures. Elle indique également que dans son ménage, n'a signé aucun contrat avec les sociétés chargées de la collecte des déchets ménagers. Lorsque le camion passe pour collecter les ordures, elle doit payer les frais de collecte.



Les sociétés ayant conclu un contrat avec les habitants des différents quartiers de la ville de Bujumbura doivent au moins effectuer trois passages par mois pour collecter les déchets dans les ménages afin de garantir un environnement propre, sain et durable.

Par ailleurs, Léa Ndayizeye, une trentenaire de la zone Kamenge, précisément à Mirango I, a déclaré qu'elle paie 2000 FBu par mois pour la collecte des déchets. « Même si nous payons ce montant, il peut se passer deux mois sans que les sociétés de collecte des déchets ne viennent les prendre. Cela nous inquiète, car nous sommes exposés aux maladies aux maladies des mains sales dues aux tas d'ordures déposés près de nos maisons », se lamente-t-elle. Mme Ndayizeye affirme également qu'elle n'a jamais signé de contrat avec l'une des sociétés chargées de la collecte des déchets ménagers.

Un résident de la localité dite Matafari située dans la commune de Ntahangwa qui a préféré garder l'anonymat a témoigné qu'il n'a jamais vu un camion collecter les déchets ménagers. Les déchets sont jetés dans un ruisseau appelé

Nyakabugu situé à proximité de cette localité.

## Les habitants ne paient pas le même montant

Dans la zone de Bwiza, commune Mukaza en Mairie de Bujumbura, Jean Marie Ndayiragije, vendeur d'unités et utilisateur de services de transfert d'argent tels que Lumicash, Ecocash, Bancobu eNoti, etc., nous a fait savoir qu'il paie 4000 FBu par mois pour la collecte des déchets ménagers.

Cependant, selon lui, ce montant est élevé. « Je loue une chambrette avec deux autres célibataires. Nous payons bien sûr cette somme, mais nous ne comprenons pas pourquoi nous payons le même montant que d'autres ménages qui comptent plus de dix personnes et qui cuisinent jour et nuit alors que nous quittons la maison le matin pour y

retourner la nuit. Ce secteur devrait être réglementé pour plus de transparence et d'équité », souligne-t-il.

En outre, à Gasenyi, dans la zone Gihosha en commune urbaine de Ntahangwa, les habitants déclarent qu'ils paient 10 000 FBu par mois pour la collecte des déchets ménagers. Cependant, il peut se passer plus d'un mois sans que ces sociétés ne viennent collecter les déchets. Ils estiment donc qu'il est nécessaire de respecter les délais de collecte des déchets.

## Les ramasseurs des déchets, exposés à tous les risques

La collecte des déchets est une activité dangereuse pour les ramasseurs des déchets qui sillonnent les ménages, les restaurants, les usines, les entreprises, etc. Ils se plaignent de travailler sans protection et d'être exposés à des risques. Jean Bosco Bigirimana, employé de la société Alufa Solution de collecte des déchets ménagers que nous avons rencontré à Mubone où divers déchets ménagers sont jetés, nous a fait part de son insatisfaction concernant son travail quotidien.

« Si j'avais une autre opportunité, j'abandonnerais immédiatement ce métier. Imaginez, lorsque nous trouvons des beignets, des samboussas, des arachides, nous les mangeons immédiatement sans nous laver les mains. Cela nous expose aux maladies diarrhéiques. De plus, regardez, nous travaillons sans aucune protection corporelle. Nous n'avons ni bottes, ni gants, ni casques, ni masques... C'est une activité très risquée. Les habitants mélangent tous les types de déchets, qu'il s'agisse de déchets alimentaires, de tasses ou de bouteilles cassées, d'aiguilles, de lames de rasoirs, etc. », se lamente-t-il.

## La collecte des déchets doit être effectuée au moins trois fois par mois

Après avoir visité différents quartiers des communes urbaines

de Mukaza et Ntahangwa, nous avons constaté que les sociétés de collecte des déchets ne respectent pas les délais de collecte des déchets ménagers. Cela, au moment où Jimmy Hatungimana, maire de la ville de Bujumbura, a mis en garde les responsables des sociétés de collecte des déchets ménagers qui n'accomplissent pas leur devoir convenablement.

Il a recommandé aux sociétés ayant conclu un contrat avec les habitants des différents quartiers de la ville de Bujumbura d'effectuer au moins trois passages par mois pour collecter les déchets. De plus, les sociétés de collecte des déchets qui ne respectent pas les contrats signés avec les responsables des ménages seront sanctionnées et remplacées par d'autres sociétés plus compétentes. Cela a été annoncé lors d'une réunion qui s'est tenue lundi le 4 mars 2024 à laquelle participaient les autorités administratives de la mairie de Bujumbura, les responsables des sociétés chargées de collecter les déchets ménagers, les agents de sécurité et les commissaires des marchés pour arrêter des stratégies de travailler ensemble afin de maintenir la ville propre.

Etant donné que certaines sociétés de collecte des déchets ont évoqué le problème de manque de carburant, le maire de la ville a convenu qu'il devait chercher une station-service disponible pour assurer la livraison du carburant à ces camions. Il a également recommandé à tous ceux qui ont signé un contrat avec les sociétés de collecte des déchets de payer régulièrement les frais convenus. Il a demandé aux chefs de quartiers de suivre de près les activités des sociétés chargées de la collecte des déchets ménagers afin qu'elles évacuent régulièrement les déchets.

Il convient de rappeler qu'il a accordé un délai de 45 jours à tous les administratifs de la mairie de Bujumbura pour se mobiliser en faveur de la propreté de la ville et cela à partir du 4 mars 2024.

Jonathan Nzoyibonera



Le fait de jeter les déchets dans des endroits inadaptés constitue un défi à relever pour assurer une gestion adéquate des déchets ménagers.

# Une ville propre à tout prix

À la cinquième semaine de la campagne de 100 jours de salubrité lancée par le Président de la République du Burundi, les résultats deviennent de plus en plus palpables dans certains espaces publics. Est-ce seulement valable pendant la durée de la campagne, ou bien c'est une nouvelle habitude adoptée ? Quoi qu'il en soit, le souhait de tous est que cela perdure

Certains espaces publics, en particulier ceux qui ont été visités par les autorités pendant la campagne zéro déchet, deviennent de plus en plus propres. Dans l'ensemble, la situation s'améliore par rapport à la période qui a précédé les campagnes zéro déchet initiées par les différentes hautes autorités du pays. Dans des endroits tels que Kanyosha, le long de la RN3 (également appelée route Rumonge), une nette amélioration en termes de salubrité est perceptible par rapport aux deux mois précédents. Les caniveaux sont mieux entretenus et les bouteilles en plastique éparpillées ici et là sont moins nombreuses qu'auparavant.

Même au centre-ville de Bujumbura, les choses commencent à s'améliorer. Bien que des bouteilles en plastique soient toujours présentes, elles ne sont plus aussi envahissantes qu'auparavant. Au marché de Ruvumera également, la différence est notable. Tout cela fait suite aux campagnes menées par les plus hautes autorités du pays, notamment le Président de la République du Burundi, la Première dame et le Maire de la ville de Bujumbura visant à faire de cette dernière une ville dépourvue de déchets. Nos interlocuteurs ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats déjà obtenus dans le cadre de ces campagnes. Ils souhaitent que cette propreté ne soit pas éphémère, mais qu'elle devienne une quelque chose de durable.

## La propreté de la ville, une préoccupation nationale

« Je ne veux plus voir de saletés nulle part dans cette ville de Bujumbura », a ordonné le numéro un burundais lors des états généraux du tourisme qui se sont tenus à Bujumbura du 27 au 29 février 2024. Selon



Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi « Je ne veux plus voir de saletés nulle part dans cette ville de Bujumbura ».

lui, la salubrité ne requiert pas nécessairement le statut de pays développé, car elle ne requiert pas un capital financier consistant. Un simple sentiment de patriotisme suffit.

Comme il l'explique, on prend toujours soin de ce qu'on aime. « Si l'amour pour notre patrie était réellement là, personne ne souhaiterait voir notre pays sombrer dans l'insalubrité », fait-il savoir. À titre d'exemple, il mentionne l'espace situé devant la galerie Idéale au centre-ville de Bujumbura. Il a d'ailleurs promis de s'y rendre pour y balayer les saletés lui-même. Il souligne également que l'insalubrité entrave le développement du secteur touristique au Burundi, car aucun touriste ne voudrait visiter un pays sale.

## Message bien reçu et bien transmis

Lors d'une réunion avec les administratifs à la base le 5 mars 2024, le maire de la ville de Bujumbura a relayé le même message que celui du Chef de l'Etat. Il a même fixé un délai : « Je vous donne 45 jours pour que cette



Ce mouvement s'inscrit dans la continuité des initiatives déjà entreprises par le gouvernement pour assurer la propreté de la ville et la protection de l'environnement

ville soit propre », a-t-il ordonné. Il a également prévenu que des sanctions sévères seraient infligées aux récalcitrants.

Deux jours plus tard, le 7 mars, le Président de la République a tenu une réunion avec les responsables

de la mairie de Bujumbura. La question de la salubrité de la ville était à l'ordre du jour. Le Président Ndayishimiye a recommandé à ces administratifs de rétablir l'ordre en matière de salubrité et de mettre fin aux constructions anarchiques. Le maire de la ville a, quant à lui, reçu la mission de contraindre toutes les parties prenantes à remplir leur devoir en matière de salubrité, dans le but de protéger la vie des citoyens.

## Marché de Ruvumera : Un triste exemple

Aussitôt dit, aussitôt fait. Après cette réunion, différents espaces publics, dont le marché dit "Cotebu" et celui de Ruvumera, ont fait l'objet d'une visite du Président de la République dans le but de constater leur situation en matière de salubrité. Au marché de Ruvumera, le chef de l'Etat a été profondément déçu par l'insalubrité qui règne dans cet espace public. Sans tarder, il a limogé le commissaire de ce marché, Elysé Ngayempore, et son adjoint. De plus, il a annoncé que la société chargée de la collecte des déchets dans ce marché serait traduite en justice pour justifier les fonds déjà perçus. Profitant de ces visites, il a lancé une campagne de 100 jours pour une ville propre.

Cette initiative a été suivie par des visites des administratifs à la base dans les différents quartiers de la mairie, afin d'évaluer l'état de leur

salubrité. Des sensibilisations ont été organisées ainsi que des travaux de curage des caniveaux et de collecte des déchets. Quelques récalcitrants ont écopé des sanctions à cette fin. Dans ses discours, le Maire de la ville a exhorté la population urbaine à prendre des mesures d'hygiène et d'assainissement, que ce soit chez eux ou sur leur lieu de travail. Il a également encouragé les citoyens à conclure des contrats avec les sociétés de collecte des déchets. De plus, il l'a recommandé aux commerçants d'avoir un panier-poubelle où ils pourraient déposer les déchets en attendant le passage des camions de collecte des déchets.

Quant aux sociétés produisant de l'eau minérale et des jus emballés dans des bouteilles en plastique, le Maire les a exhortées à sensibiliser leurs clients à rapporter les bouteilles vides après consommation. Cela permettra d'éviter que ces bouteilles ne soient jetées dans les rues. Certaines entreprises, notamment Liquids, ont déjà organisé des travaux de collecte des déchets dans le cadre de cette campagne.

## Mouvement Zéro Déchet en Marche

Le 19 mars 2024, la Première dame Angeline Ndayishimiye a officiellement lancé le mouvement "Zéro Déchet" lors d'une cérémonie tenue dans la Mairie de Bujumbura. L'objectif de ce mouvement est de résoudre le problème de la pollution des espaces publics, des lieux de travail et des foyers. Il vise à créer un environnement propre, sain et durable pour tous les Burundais.

La Première dame a souligné que ce mouvement s'inscrit dans la continuité des initiatives déjà entreprises par le gouvernement pour assurer la propreté de la ville et la protection de l'environnement telles que la Politique Nationale d'Assainissement de 2013 et les 100 jours de salubrité annoncés par le Président de la République, S.E Evariste Ndayishimiye.

Les axes principaux de ce mouvement incluront la sensibilisation du public, l'organisation de la collecte des déchets et le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans ce processus. La Première dame a appelé chaque Burundais à soutenir cette initiative et à contribuer activement à la construction d'un Burundi plus propre, plus durable et plus prospère pour tous.

Florence Inyabuntu



Les axes principaux du mouvement zéro déchet sincluront la sensibilisation du public, l'organisation de la collecte des déchets et le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans ce processus.



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

